

naire du prolétariat. Les anarchistes, de leur côté, ne faisaient qu'exploiter ces gestes pour appeler les ouvriers à délaisser les organisations de classe et surtout l'action du parti de la classe ouvrière.

Lénine disait que Plékanof n'avait rien compris de la politique communiste envers les anarchistes : sa lutte contre eux en arrivant à suffoquer l'esprit de combat et de sacrifice de ces militants au lieu de la discipliner et la coordonner dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Pas mal de militants actuels, membres des différents groupes oppositionnels, orthodoxes ou hétérodoxes, feraient bien de relire ces pages de Lénine, et de ne pas se hâter dans leurs graves et solennelles sentences sur « l'idiotie » de tel ou tel geste (où ils rejoignent le réformisme), dans l'analyse, le jugement des événements d'Espagne, quant aux « responsabilités » des anarchistes faisant le jeu de la réaction monarchiste.

L'incendie du Reichstag nous permet de saisir au vif la dénaturation de la position communiste au sujet des gestes individuels de terrorisme. Au fond, l'on renonce à considérer que les situations dépendent des contrastes de classe et du plan de l'ennemi pour étrangler — à travers l'instauration du fascisme — toutes les organisations de classe du prolétariat, ou pour corrompre jusqu'à la moelle des organismes ouvriers, à l'aide d'une direction social-démocrate ou centriste qui les fera servir aux buts de la conservation du capitalisme. La social-démocratie, le centrisme diront que la classe ouvrière ne devra et ne pourra pas se regrouper, dans les frontières de ses programmes, pour résister à l'ennemi ; mais sera forcée de chercher ailleurs les moyens de sa défense. L'incendie du Reichstag se produit : en présence de la sainte indignation du capitalisme, de l'horreur — ah ! combien sincère du fascisme — contre les violences et contre l'attentat envers les institutions sacrées de la démocratie, devant le bouleversement des classes moyennes, de l'intellectualité à la recherche perpétuelle d'un pouvoir fort qui assure une tranquillité à leur vie économique misérable, qui va enfin trouver une planche de repos et de satisfaction car, dans les bureaux, les syndicats, les troupes d'assaut ; il y aura enfin de quoi alimenter la sottise présomption de cette intellectualité qui pourra commander les ouvriers au nom de la patrie et de l'Etat fort ; selon le socialiste et le centriste, en présence de la déconfiture des travailleurs contre qui se déchaîne l'attaque du capitalisme, le prolétariat n'a qu'une seule voie de salut : s'associer à cette répugnante mise en scène, repousser toute compromission avec l'incendiaire et affirmer bien haut, que l'incendie du Reichstag est bien le fait de provocateurs qui veulent favoriser le plan des fascistes ; mieux, qui sont nécessaires à cette bande d'assassins fascistes, de « repris de justice » qui sont venus au pouvoir au mépris de toutes les lois de la société démocratique du capitalisme.

Le sort de la classe ouvrière à la merci d'un commissaire de police qui, sous l'instigation de Hitler ou de Goering, prépare et réalise le grand coup de l'incendie du Reichstag et a besoin de cela pour modifier de fond en comble la situation du prolétariat. Voilà comment a été considérée, dès le début, l'incendie du 27 février 1933. Comme si, sans cet incendie, la situation aurait été autre en Allemagne ; comme si, enfin, pour neutraliser ou repousser l'attaque fasciste, l'on devait se baser sur la mobilisation de la « conscience universelle » qui aurait fini par révéler le scandale et déjouer la manœuvre de Goering et Hitler au service desquels se serait trouvé Van der Lubbe.

La panique de la classe ouvrière, le bouleversement des classes moyennes, sont des faits réels auxquels il fallait donner une solution prolétarienne et il n'est nullement établi que le fascisme ait besoin de ces grands coups de scène pour réaliser son plan. Au contraire, si les masses ouvrières renoncent à mener leur lutte contre le capitalisme, si (hypothèse totalement abstraite) la bourgeoisie pouvait organiser et maintenir sa domination dans la « paix sociale », elle pourrait assurer une tranquillité absolue aux esclaves de son exploitation. Une comparaison entre l'expérience italienne et l'expérience allemande prouve d'une façon incontestable que les violences de Hitler ont été de beaucoup moindres et cela parce que la classe ouvrière italienne a pu opposer une résistance énergique et armée à la montée du fascisme. Cela évidemment ne dépend pas de qualités supérieures des ouvriers

italiens à l'égard des ouvriers allemands, mais de facteurs positifs et historiques : la classe ouvrière italienne ne portait pas dans sa chair les plaies de trahisons répétées et elle pouvait compter sur une Internationale Communiste ; alors que le prolétariat allemand rencontrait, dans sa pénible et sanglante résistance à l'attaque fasciste l'obstacle formidable représenté par le centrisme qui n'aura pas lancé, ne fût-ce qu'un appel à la classe ouvrière mondiale pour se mobiliser aux côtés des prolétaires d'Allemagne. Nous avons établi cette comparaison, pour réagir contre cette mentalité pourrie, d'après laquelle l'incendie du Reichstag devait être forcément, inéluctablement, naturellement, l'œuvre de provocateurs et ne pouvait être un produit de la situation que traversait le prolétariat allemand après la victoire de Hitler.

Millions de voix aux élections, victoire socialiste qui assurait le triomphe de Hindenburg contre Hitler, victoire sur victoire du parti communiste selon les dires des centristes qui mettaient en évidence les « succès de la ligne politique juste et bolchévique » et l'addition, la synthèse de toutes ces victoires, c'était le gouvernement de Hitler préparé directement par les 100 jours du « général social » von Schleicher, de ce général qui, soi-disant, aurait poussé socialistes et communistes au déclenchement de la grève générale à fin janvier 1933 pour éviter le gouvernement Hitler. Pour indiquer la déconfiture et la pourriture du mouvement communiste, il suffira de rappeler que certains dirigeants du S. A. P. (Parti Ouvrier Socialiste) qui veulent mettre en évidence le frottement ou l'opposition du capitalisme au fascisme, attribuent une valeur à cette démarche de von Schleicher auprès des dirigeants socialistes ou communistes.

Dans une telle situation d'écroulement général des organisations et des partis traditionnels de masse, rien d'extraordinaire si des actes de terrorisme se déterminent. Et d'ores et déjà la perspective de la situation actuelle peut être fixée : de tels gestes ne feront que se répéter en Allemagne ainsi qu'il en a d'ailleurs été le cas en Italie. La position communiste en face de ces manifestations individuelles ne peut être que la suivante : expliquer ces gestes et essayer de les encadrer dans le problème de la lutte générale de la classe ouvrière. Les conditions dans lesquelles le triomphe du centrisme nous oblige à lutter, rendent très difficile et presque impossible, de donner une solution ferme à un problème nouveau qui est posé à la classe ouvrière par le mouvement fasciste. Doit-on, à l'occasion des mouvements de classe, ou en prévision d'une grève — dans les pays fascistes — passer à des actes de terrorisme individuel pour que les masses qui se disposent à la lutte pour leurs revendications immédiates, voient la nécessité et la possibilité de donner à ces luttes, la forme armée et violente désormais indispensable pour obtenir le moindre succès en face d'un capitalisme qui est forcé — par des conditions économiques particulières — de réduire les ouvriers à l'état d'esclaves, qui ne peuvent plus songer à la possibilité de se défendre contre leur esclavage ?

En face du procès du Reichstag, les communistes devaient donc, d'une façon bien ferme, se refuser au traquenard qui leur était offert : ils n'avaient pas le devoir de se prononcer pour ou contre : ils avaient le devoir d'expliquer qu'en face des assassinats de prolétaires faits par des social-démocrates ou des fascistes, le geste d'un prolétaire contre le Reichstag n'avait enfin que la signification d'une brique qu'on lance en face d'une mer de sang ouvrier ; ils avaient le devoir d'alerter la classe ouvrière d'opposer au scandale ennemi, la nécessité de défendre les institutions de la classe ouvrière, la seule possibilité de les défendre par l'exercice de la violence prolétarienne.

Le courant unanime fait de scandales, autour du Reichstag, devait être brisé bien nettement, et les communistes devaient proclamer aux ouvriers que le parti de leur classe, loin de s'associer à la spéculation ennemie, repoussait toutes les canailles dans leur caverne : que le problème à résoudre n'était pas d'établir la provocation fasciste, mais de mobiliser toutes les énergies pour permettre une résistance efficace. Le fascisme voulait-il profiter de l'incendie pour le tourner à son avantage, en se présentant comme le défenseur de l'ordre : le prolétariat avait le devoir d'affirmer qu'il entendait bien menacer cet ordre et qu'il s'appropriait à défendre ses institutions de classe pour le renversement de l'ordre capitaliste.